



UT1, UT2, UT3, INSA, ISAE, INPT, ENIT, ENM, El Purpan,
ENVT, CUFR-JFC, EMAC, ENAC, ENFA, ENSA, ESC, Sciences Po Toulouse, ICAM

LUTtez!

16 octobre 2017

Communiqué de presse : Les syndicats CGT de l'enseignement supérieur et de la recherche du site Toulousain.

La fusion des universités toulousaines un diktat plus qu'une nécessité

Les syndicats CGT des établissements d'enseignement supérieur et de recherche, des organismes réaffirment conjointement, leur opposition résolue à la dissolution des universités toulousaines au profit d'un grand établissement unique dont le statut reste à écrire et dont la taille empêchera toute démocratie véritable.

Cette disparition qui priverait notre région d'une partie de son histoire pour créer un établissement sans âme, sans projet scientifique ou de formation, mais seulement mû par un modèle de gouvernance autocratique est inutile et dangereuse. Cette restructuration, coûteuse, n'améliorera ni les conditions d'accès à l'enseignement supérieur de la jeunesse de la région, ni le quotidien des étudiant·e·s et des personnels, ni la « visibilité internationale » de nos laboratoires de recherche comme on cherche à le faire croire. Au contraire la création de cet établissement régional hors d'échelle, tout puissant et recevant seul les financements, placera *de facto* les facultés au rang de « collégiums », contraints chaque année à mendier, l'argent nécessaire à leur fonctionnement. Il n'est qu'à voir les problèmes que rencontrent les différentes structures de santé sur les territoires pour se maintenir après la mise en place de l'Agence Régionale de la Santé qui concentre tous les moyens financiers sur elle seule.

Qui peut vraiment croire que des universités, des grandes écoles, des centres de recherche gravement affaiblis par le désengagement des gouvernements qui se succèdent vont resurgir comme par miracle grâce à une mise en commun de l'austérité budgétaire imposée par ces mêmes gouvernements ? Que pourront-ils faire d'autre que gérer la pénurie de moyens humains et financiers comme c'est déjà le cas dans tous les établissements, sinon l'aggraver ? Seule l'augmentation de ces moyens et la prise en compte des revendications des personnels pour retrouver les conditions leur permettant de bien réaliser leur travail peut redonner une perspective ambitieuse à nos établissements d'enseignement et de recherche, à leurs personnels et aux étudiant·e·s qui s'y inscriront.

Mais, si nous n'acceptons pas que le résultat de plusieurs dizaines d'années d'effort des personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche soit sacrifié à une conception gestionnaire de notre société, nous ne nous résignons pas non plus à nous plier au système universitaire à deux vitesses que le gouvernement nous prépare. Au prétexte qu'il n'y aurait plus assez de moyens, on sépare, d'un côté une « excellence » de façade concentrant les moyens destinés à une minorité et de l'autre des établissements aux moyens réduits pour le plus grand nombre avec, comme perspective, un système de tri sélectif des étudiant·e·s qui les poussera à s'endetter avant même leur intégration dans la vie professionnelle.

Nous appelons à faire barrage à cette destruction annoncée qu'est la création de ce grand établissement qui fera disparaître les universités Jean-Jaurès et Paul Sabatier fusionnées/intégrées avec grandes écoles Insa et INP dans l'Université de Toulouse. Nous réclamons une politique ambitieuse en matière de personnels et de financements afin que nos établissements retrouvent la place qui est la leur dans la République. Ils doivent redevenir un grand moteur culturel, un espace privilégié d'enseignement, de formation et de recherche, d'ouverture à l'esprit critique et d'éducation à la citoyenneté pour le plus grand nombre.